

Convention pour la réception et le dépotage de sous-produits de l'assainissement sur le site de.....avec l'entreprise

.....

Entre les soussignés

.....(nom de l'EPCI ou de la commune) représenté(e) par Mme/M.
..... (nom, prénom et fonction du représentant), agissant pour le compte de
..... (nom de l'EPCI ou de la commune), en vertu d'une
délibération en date du....., désigné ci-après par l'appellation « la Collectivité »,

D'une part,

..... (raison sociale de l'entreprise), dont le siège est
à..... (adresse du siège social), pour son établissement
de..... (adresse établissement) sis

N°RCS et SIRET :

Code NAF :

représentée par..... (nom, prénom et fonction du représentant)
désigné ci-après par l'appellation « l'Entreprise»

D'autre part.

Article 1 - Objet du document et définitions préalables

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières de réception des sous-produits d'assainissement collectés par l'Entreprise et dépotés sur le centre de traitement.

L'Entreprise a fait une déclaration en préfecture pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets et est agréée, pour les prestations relatives à l'ANC, conformément à l'arrêté ministériel du 09/10/2009.

La présente convention peut être établie si l'Entreprise est en cours d'agrément. Néanmoins, les apports de sous-produits en provenance de l'Entreprise sur la station d'épuration de la Collectivité ne pourront débiter qu'après délivrance de l'agrément préfectoral et présentation de cet agrément à la Collectivité.

La Collectivité dispose d'un règlement pour la réception et le dépotage des sous-produits liquides de l'assainissement. Cette convention y fait largement référence, hormis pour les conditions particulières au prestataire d'assainissement.

Le protocole de sécurité "chargement-déchargement" (arrêté du 26/04/96) est un document qui définit les règles de coordination des activités et de prévention des risques. Il est établi et signé par les deux parties.

Les prescriptions de la présente convention ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 2 – Acceptation du règlement de la station d'épuration

En signant la présente convention, l'Entreprise atteste avoir pris connaissance du règlement en vigueur sur le site de traitement et s'y soumettre intégralement.

En cas de non-respect du règlement, la présente convention sera dénoncée par la Collectivité selon les clauses de l'article 7.

Article 3 – Obligation d'information de la Collectivité en cas de modification du règlement de la station d'épuration

En cas de modification du règlement de la station d'épuration par délibération de la Collectivité, celle-ci s'engage à notifier à l'Entreprise le nouveau règlement, au minimum un mois avant son entrée en vigueur. Cette règle s'applique notamment aux modifications des volumes admissibles sur la station, des critères d'admissibilités des matières entrantes ou des conditions d'accès au site.

Sans réponse dans le délais d'un mois, l'Entreprise est réputée accepter intégralement le nouveau règlement.

En cas de refus du nouveau règlement, l'Entreprise notifie son refus par écrit à la Collectivité. Dans ce cas, la présente convention sera annulée à la date d'entrée en vigueur du nouveau règlement et l'accueil des matières ne pourra plus avoir lieu.

Article 4 – Notification des nouveaux tarifs

Conformément au règlement, les tarifs sont définis par délibération de la Collectivité. La Collectivité s'engage, en cas de modification de ces tarifs, à les notifier à l'Entreprise sous quinzaine.

Conformément au Schéma de Gestion des boues et des Matières de Vidange, le tarif de dépotage, pour les matières de vidange, est compris entre 25 et 30 €/HT/m³.

Article 5 – Volumes admissibles

Les volumes ci-dessous s'entendent en périodes normales de fonctionnement, et ils seront à proratiser en fonction des périodes d'arrêt prolongé de l'installation de traitement des sous-produits liquides de l'assainissement (calcul en nombre de semaines complètes).

Volume minimum

L'Entreprise s'engage à dépoter un volume minimum annuel de m³ de matières de vidanges dans l'installation de dépotage de la station d'épuration. En cas de non respect de ce volume minimum, la convention ne pourra être renouvelée selon les termes de l'article 7, et une nouvelle convention devra être signée afin de fixer des nouveaux seuils minimum et maximum, correspondant mieux à l'activité de l'Entreprise et à la capacité d'accueil de la STEP.

Volume maximum

Le volume maximum de matières acheminées par l'Entreprise qui pourra être reçu à la station d'épuration est fixé à m³/an, soitm³/semaine en moyenne, dans la limite des volumes totaux admissibles sur la station. Lorsque ce volume aura été atteint, l'accueil de matières ne pourra plus avoir lieu.

Pour les stations avec un fonctionnement saisonnier, préciser les volumes admissibles en haute et basse saison ainsi que les dates de début et de fin de chaque saison.

Article 6 – Révision des volumes à la demande de l'Entreprise

En cas de demande de révision des volumes que l'Entreprise souhaite dépoter, une nouvelle convention sera établie après étude de la demande par le service.

Article 7 – Date d'effet, durée et dénonciation de la convention

La présente convention est établie pour une période courant de la date de sa signature jusqu'au 31/12/20.... Elle sera ensuite reconduite tacitement par périodes d'un an, sans que sa durée n'excède dix ans, et pourra être dénoncée par l'une des parties à la fin de chaque période annuelle, moyennant un préavis de deux mois envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit et à tout moment, moyennant un préavis adressé par lettre recommandée avec accusé de réception :

- à l'initiative de la Collectivité, dans le cas où elle ne serait plus en mesure d'assurer l'accueil des matières de vidange (préavis de 2 mois),
- à l'initiative de la Collectivité dans le cas de non-paiement des factures (préavis de 3 mois),
- à l'initiative de la Collectivité ou de l'Entreprise en cas de désaccord suite à la mise en vigueur d'un nouveau règlement (sans préavis)
- à l'initiative de la Collectivité en cas de non-respect du règlement en vigueur (sans préavis).
- à l'initiative de l'Entreprise en cas de cessation de son activité de transporteur de sous-produits liquides de l'assainissement (sans préavis).

Si l'Entreprise fait l'objet d'une suspension de son agrément préfectoral, la présente convention est suspendue de fait pour une durée équivalente et les apports de matières ne pourront avoir lieu durant cette période.

Si l'Entreprise fait l'objet d'une annulation définitive de son agrément préfectoral, la présente convention est annulée de fait à la date d'annulation de l'agrément.

Fait en 3 exemplaires à , le

Pour la Collectivité

Pour l'Entreprise